

Le groupe de recherches sur le procès de socialisation

Guy Vincent

Citer ce document / Cite this document :

Vincent Guy. Le groupe de recherches sur le procès de socialisation. In: Histoire de l'éducation, n° 18, 1983. pp. 97-100.

doi : 10.3406/hedu.1983.1176

http://www.persee.fr/doc/hedu_0221-6280_1983_num_18_1_1176

Document généré le 26/09/2015

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

Le groupe de recherches sur le procès de socialisation *

Ce groupe a été constitué en 1975 comme Équipe de recherches associée au CNRS (ERA 631) à partir de deux centres de recherches de l'Université Lyon II, le Centre de sociologie de l'éducation et le Centre d'étude des rapports sociaux. Dirigé par Guy Vincent, professeur à l'Université Lyon II, l'équipe comporte 8 enseignants chercheurs, 1 chargé de recherches CNRS (Jacques Bonniel), 2 attachés de recherches CNRS (B. Bensoussan et F. Bloch) et 6 I.T.A. CNRS.

S'étant constitué avec la volonté de diminuer les cloisonnements entre disciplines, le groupe a non seulement établi ou renforcé des relations avec des équipes d'historiens, mais il a développé les recherches relevant de ce qu'on appelle la sociologie historique. Nous parlerons ici essentiellement des recherches intéressant l'histoire de l'éducation, encore que le concept de socialisation soit plus large que celui d'éducation et que l'équipe, sans être homogène, ait eu précisément pour dessein d'abolir aussi les séparations entre sous-disciplines à l'intérieur de la sociologie (sociologie de l'éducation, sociologie urbaine, rurale, etc.). Parler de procès de socialisation, au sens où l'on parle de procès de production, ce n'est pas désigner une série de processus ou d'agents de socialisation (la famille, l'école, les médias, etc.), ce n'est pas décrire cette opération que les culturalistes ont définie comme l'intériorisation par la personne des valeurs du groupe. C'est plutôt se donner pour objet d'analyser ce par quoi une société se fait et se refait sans cesse (voilà qui nous réfère à l'historicité), c'est évoquer des contradictions, des ambiguïtés, une violence et des résistances (voilà qui nous réfère à une dialectique socialisation/désocialisation).

* GRPS (ERA 631), Université Lyon II, Bâtiment K, 69500 - Bron.

Il résulte en particulier de ces hypothèses que l'analyse de l'école nous renvoie à l'analyse de l'urbanisation, des rapports ville-campagne, de l'émergence de l'État moderne ; que l'étude des caractéristiques des sociétés rurales permet de comprendre les « petites écoles » d'autrefois ; que les recherches portant sur les sociabilités en milieu urbain ont conduit à souligner le rôle des réseaux péri-scolaires ou post-scolaires.

Après avoir rapidement présenté nos postulats de recherche, énumérons quelques-unes des études achevées ou en cours.

Pour suivre... l'histoire du groupe, commençons par celles qui ont porté sur l'école. Une sociologie historique, s'attachant aux formes successives, — durables ou simplement ébauchées —, qu'a revêtues l'éducation depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours dans les sociétés européennes, a permis de définir une « forme » scolaire et de la rattacher aux transformations des rapports entre le politique et le religieux¹. Cette analyse n'invalide pas celles qui sont conduites à partir de l'économie ou des rapports entre classes sociales, mais elle permet de comprendre, à différentes époques de l'histoire de notre formation sociale, au XVII^e siècle, en 1830, en 1880 etc., la mise en place de pédagogies dont le sens est profondément politique².

Ce type d'hypothèses ne vaut pas seulement pour l'école maternelle, primaire ou secondaire ; il nous a paru pouvoir être appliqué à divers « modes de gestion » de l'enfance, de la jeunesse et des adultes en marge de l'école ou dans ce qu'on appelait la post-école : la gymnastique et le sport² et ³, l'éducation populaire³, les activités dites socio-culturelles... Une série de recherches, dont certaines sont achevées (une thèse de 3^e cycle sur les Universités populaires et le rôle des intellectuels), d'autres à peine ébauchées, rapportent le développement, sous la III^e République, des « œuvres péri- et post-scolaires », des amicales, des mouvements de jeunesse, du sport, comme le développement, après la Seconde Guerre mondiale, des équipements culturels, de l'animation socio-culturelle, non seulement à l'extension de l'urbanisation, mais peut-être au passage « du rural à l'urbain » et sans doute aux modes successifs de fonctionnement des démocraties dites libérales ou bourgeoises.

1. G. VINCENT, *L'École primaire française, étude sociologique*, Lyon, Paris, P.U.L. éd. M.S.H., 1980.

2. A. BATTEGAY, J. BONNIEL, J. CAMY, G. VINCENT, *Études sur la socialisation scolaire*, Paris, éd. du CNRS, 1979.

3. R. BERNARD, M. BUISSON, J. CAMY, L. ROULLEAU-BERGER, G. VINCENT, *Éducation, fête et culture*, Lyon, P.U.L., 1981.

On s'est encore attaché, dans un cadre géographique précis (celui des petites villes et des villages de la vallée du Rhône au sud de Lyon), à suivre l'évolution, de la fin du XIXe siècle à nos jours, des fêtes locales, des différentes pratiques culturelles (notamment la musique), ludiques, sportives, qui y sont plus ou moins liées. On voit comment sont apparues et se sont modifiées des formes d'activité, à quelles autres transformations ces modifications sont liées ; on s'efforce de déchiffrer quel sens ont ces pratiques pour ceux qui s'y livrent, en les détournant parfois de leur finalité première. On peut caractériser cette analyse comme celle d'une dialectique entre des volontés collectives et des pouvoirs (ecclésiastiques, étatiques, ...) qui les captent, les détournent, les utilisent, non sans rencontrer des résistances.

Parler de dialectique n'implique pas, pour le chercheur, l'usage du seul discours abstrait : bien au contraire, nous faisons la plus large place, dans les comptes rendus d'études, aux extraits d'entretiens semi-directifs, et surtout nous incluons, comme instrument d'investigation, l'usage de la vidéo. Ainsi ont été récemment réalisés plusieurs films sur les championnats de joutes, sur des fêtes rurales, etc.

De telles recherches conduisent évidemment à s'interroger sur la notion de culture populaire, mais aussi à étudier de près les modalités concrètes d'exercice du pouvoir, — en particulier du pouvoir local —, et du contrôle social. Une série d'entretiens, en cours d'exploitation, a porté sur les rôles extra-scolaires d'instituteurs (les uns à la retraite, d'autres en activité) et un ensemble d'observations sont recueillies sur les « animateurs » et les divers types de travailleurs sociaux.

Plusieurs recherches sont conduites dans le cadre d'un séminaire de sociologie rurale, créé en 1980. Son objectif est d'étudier les transformations récentes et actuelles de la paysannerie, ou plus généralement du monde rural. Là encore, et parce que la question est effectivement centrale tant du point de vue politique (problème de la domination de la paysannerie) que du point de vue économique (problème du développement des zones rurales), on s'est centré sur les problèmes de formation : l'enseignement agricole, les divers types de formation et les différentes formes de vulgarisation en direction des agriculteurs et des artisans ruraux¹. En collaboration avec des historiens et des

1. Il faut ici évoquer particulièrement les travaux de J. BONNIEL, qui ont porté non seulement sur l'enseignement (*L'Enseignement agricole et la transformation de la paysannerie : les Maisons Familiales Rurales*, Thèse de 3e cycle, Université de Lyon II, 1982, multigr.), mais sur le changement social dans les villages du Beaujolais (cf. *Villié-Morgon*, Paris, éd. du CNRS, 1980 et *La Foire de Saint-Martin à Villié-Morgon*, film vidéo, 1980).

ethnologues, une étude est actuellement conduite pour la Direction du patrimoine au ministère de la Culture sur les savoirs naturalistes populaires¹ : il s'agit de faire l'analyse critique des modes de constitution et de transmission des savoirs paysans liés à l'activité viticole, de leur confrontation avec l'agronomie savante et ses agents, du rôle de l'école primaire rurale dans cette confrontation.

Plusieurs des recherches évoquées ci-dessus ont été effectuées en participant à l'A.T.P. sur le « changement social ». Nous évoquerons pour terminer les principales recherches sur contrats intéressant le domaine de l'éducation. Après une étude sur l'entrée dans les C.E.T. (et la sélection à l'entrée de ces établissements) réalisée à la demande de l'Inspection de l'enseignement technique du Rhône², nous avons, dans le cadre de l'A.T.P. sur « les stratégies éducatives des familles », réalisé une enquête sur les attitudes à l'égard de l'enseignement professionnel, centrée sur le cas typique de la coiffure, et incluant un historique de cette formation³. D'autres demandes nous ont conduit à travailler sur l'histoire récente des banlieues (problème de l'école comme élément structurant du quartier, ou encore problèmes de contrôle social dans les quartiers à forte proportion d'immigrés)⁴. Reprenant des travaux antérieurs sur l'enfance comme rapport social, nous avons, enfin, un projet d'étude sur les modes de garde de la petite enfance et les nouvelles relations intra-familiales⁵.

Telles sont donc, très rapidement présentées, les activités du G.R.P.S. qui peuvent intéresser les historiens de l'éducation. Souhaitons que cette information suscite des échanges et des offres de collaboration.

Guy Vincent



1. Responsables de l'étude : Danielle BONNIEL, Jacques BONNIEL et G. GARRIER. Collaborateurs : C. BARRON, J. GOLAY, E. PARDELL, A. VINCENT.

2. Régis BERNARD, *L'entrée au CET*, CSE, Université de Lyon II, 1978, multigr.

3. M. BUISSON, *Familles et orientation professionnelle : le cas de la coiffure*, CSE, Université Lyon II, 1980, multigr.

4. M. GIRAUD, *Les Mineurs délinquants de la banlieue Est de l'agglomération lyonnaise*, rapport pour l'Agence d'Urbanisme de la Courly, 1982.

5. Projet élaboré par J.C. MERMET et M. BUISSON, avec la collaboration de L. BERGER.